

Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

VINGT ET UNIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 1029^e
SÉANCE

Mercredi 12 octobre 1966,
à 10 h 35

NEW YORK

SOMMAIRE

	Page
Déclarations générales (suite)	53

Président: M. Moraiwid M. TELL (Jordanie).

DECLARATIONS GENERALES (suite)

1. M. ALAÇAM (Turquie) dit que la situation économique mondiale est décourageante en général. Comme il ressort de la première partie de l'Etude sur l'économie mondiale, 1965^{1/}, le taux de croissance de l'économie mondiale a diminué, essentiellement en raison de la faiblesse relative de la production agricole dans les pays en voie de développement et dans les pays à économie planifiée, et aussi du fait de la politique de compression poursuivie par certains des pays développés à économie de marché. Il en est résulté pour les pays en voie de développement une diminution de leurs recettes d'exportation, une réduction de leurs importations, un manque de stabilité dans les termes de l'échange et une lourde charge du service de la dette. Entre 1961 et 1966, il s'en est fallu de beaucoup que les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement soient atteints.

2. Il est cependant réconfortant de constater qu'on doit à la Décennie la notion d'une responsabilité collective dans le règlement des problèmes qui se posent aux pays en voie de développement. La Décennie a aussi fait clairement ressortir que l'aide extérieure ne suffit pas à elle seule: les pays en voie de développement doivent créer de nouvelles structures économiques, réorganiser leurs secteurs de production et adapter leurs facteurs de production au processus de développement.

3. Il est réconfortant aussi de constater que l'on est toujours plus conscient de la nécessité d'une planification à long terme. La plupart des représentants des pays en voie de développement à la quarante et unième session du Conseil économique et social ont attaché une grande importance aux travaux du Comité de la planification du développement, tant dans le domaine de la planification que dans celui des projections, tout en soulignant que les résultats obtenus sont loin de répondre à leurs espoirs. La planification est essentielle à l'accélération de la croissance économique et l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle majeur dans l'élaboration des directives, la mise au point des méthodes et la diffusion des résultats. C'est pourquoi la délégation turque appuie la résolution 1148 (XLI)

du Conseil et soutiendra également tout projet de résolution invitant le Comité de la planification du développement à établir les principes et objectifs communs dont il faudra tenir compte dans l'élaboration des plans de développement.

4. Parmi ces objectifs, il faudra donner une priorité élevée au contrôle de l'accroissement démographique. Une rapide augmentation de la population entrave le développement et s'accompagne de toute une série de problèmes sociaux. En 1965, la Turquie a adopté une loi qui prévoit le contrôle facultatif des naissances et la planification familiale. Sans doute appartient-il aux gouvernements de déterminer leur propre politique démographique, mais l'Organisation des Nations Unies a le devoir de les aider à élaborer et à exécuter cette politique. La délégation turque espère que la Deuxième Commission adoptera une résolution dans ce sens.

5. Convaincue que l'industrialisation constitue l'élément fondamental du processus de développement, la Turquie se réjouit de la création prochaine de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). La coopération de la communauté internationale aux efforts d'industrialisation des pays en voie de développement devient une nécessité et il incombe à l'Organisation des Nations Unies, avec la participation effective des pays développés et par l'intermédiaire de la nouvelle organisation, de prendre la direction de ces efforts et d'en assurer la coordination. Un projet de résolution relatif à la création de l'ONUDI doit être soumis à l'Assemblée générale par un vote unanime de la Deuxième Commission.

6. Le développement agricole doit se poursuivre parallèlement au développement industriel. En Turquie, presque 75 p. 100 de la population travaillent dans le secteur agricole et la production agricole représente 40 p. 100 environ du produit national brut. De ce fait, le développement de l'agriculture est l'un des objectifs prioritaires du premier plan quinquennal turc. La tâche essentielle de la Turquie est d'assurer l'équilibre entre les secteurs industriel et agricole et entre les diverses branches de l'activité industrielle.

7. Depuis 1961, le courant des capitaux vers les pays en voie de développement a eu tendance à diminuer et le service de la dette constitue une charge toujours plus lourde pour ces pays. Les problèmes de financement de la croissance économique des pays en voie de développement sont loin d'être résolus et l'objectif de 1 p. 100 fixé pour les transferts de capitaux des pays développés vers les pays en voie de développement n'a pas été atteint. Pour remédier à cette situation, il importe d'augmenter rapidement les courants bruts de capitaux vers les pays en voie de développement et d'assouplir les conditions aux-

^{1/} Publication des Nations Unies, numéro de vente: 66.II.C.1 (E/4187/Rev.1).

quelles cette aide est accordée. Il faut fixer les modalités d'une consolidation et d'une reconversion des dettes des pays qui connaissent une crise de liquidités. Dans ce contexte, la délégation turque se félicite que le Conseil économique et social ait adopté la résolution 1183 (XLI) et elle appuie la création d'un fonds d'équipement des Nations Unies, étant bien entendu que celui-ci devrait être doté de ressources propres et ne porter nulle atteinte aux activités de financement actuelles et aux besoins futurs de préinvestissement.

8. L'une des fonctions les plus importantes du Conseil du commerce et du développement de l'UNCTAD est de faire augmenter les recettes d'exportation des pays en voie de développement. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, nouvelle étape dans la politique de l'Organisation des Nations Unies, a suscité de nombreux espoirs parmi les pays en voie de développement. Le problème crucial dans ce domaine est de faire appliquer pleinement les recommandations de la première session de la Conférence. A sa deuxième session, l'UNCTAD devra définir les modalités d'application de ces recommandations, adopter une attitude sélective et accorder une attention toute particulière aux questions qui présentent un intérêt fondamental.

9. La délégation turque se félicite de la création du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et tout particulièrement des décisions de son Conseil d'administration. Cependant, la position financière du Programme continue à susciter des préoccupations. Bien que les contributions récemment annoncées représentent une augmentation de ressources estimée à 9 p. 100, on demeure encore assez loin de l'objectif prévu de 200 millions de dollars. Quoi qu'il en soit, la délégation turque demeure optimiste et espère que les pays développés feront tout ce qui est en leur pouvoir pour atteindre ce chiffre.

10. Le Programme alimentaire mondial constitue un autre aspect important de la coopération internationale. La Turquie est en faveur de sa reconduction aux termes de la résolution 2095 (XX) de l'Assemblée générale et elle pense, comme le Directeur exécutif du Programme, que celui-ci pourrait apporter une contribution directe à l'accroissement de la production agricole. Mais ce programme souffre lui aussi d'une pénurie de ressources: en regard de l'objectif prévu de 275 millions de dollars pour la période 1966-1968, il semble que l'on ne pourra disposer que de 175 millions de dollars.

11. Le représentant de la Turquie partage les vues exprimées par les représentants de l'Algérie (1023^{ème} séance) et de l'Iran (1025^{ème} séance) au sujet de l'importance de la lutte contre l'analphabétisme. Conscient du lien qui existe entre le sous-développement et l'analphabétisme, le Gouvernement turc a prévu dans son programme quinquennal de développement des investissements de l'ordre de 175 millions de dollars pour l'enseignement primaire seulement. La délégation se fera un plaisir d'appuyer toute initiative tendant à éliminer l'analphabétisme dans les délais les plus courts.

12. Enfin, la délégation turque a appuyé les résolutions 1108 (XL) et 1130 (XLI) du Conseil économique

et social et elle est prête à coopérer avec les autres délégations en vue d'élaborer un projet de résolution entérinant la recommandation du Conseil tendant à désigner l'année 1967 comme "Année internationale du tourisme".

13. M. HAMBRO (Norvège) dit que le Gouvernement et le peuple norvégiens partagent pleinement les préoccupations que cause ce que le Secrétaire général a appelé "la crise actuelle de l'assistance internationale". Parmi les tendances dangereuses qui se sont fait jour, on doit signaler la diminution, en pourcentage, du produit national brut des pays développés, du volume des ressources transférées par ceux-ci vers les pays en voie de développement et l'impossibilité dans laquelle ces derniers se sont trouvés d'atteindre le modeste objectif de 5 p. 100 fixé pour leur taux de croissance annuel. Ces faits graves et leurs incidences ne sont pas suffisamment connus et le Gouvernement norvégien appuie par conséquent les plans visant à intensifier les activités d'information de l'ONU dans ce domaine.

14. Certains résultats positifs ont néanmoins été enregistrés. Il est encourageant de constater que les exportations des pays en voie de développement ont augmenté tant en volume qu'en valeur et que leur épargne intérieure est en expansion; le fait que non moins de 17 pays en voie de développement ont dépassé l'objectif fixé pour la Décennie des Nations Unies pour le développement ne laisse pas non plus d'être impressionnant. Le moment n'est peut-être plus éloigné où certains pays bénéficiant de l'assistance au développement parviendront à assurer une croissance autonome, libérant ainsi des ressources précieuses qui pourront être mises à la disposition des régions qui en ont le plus urgent besoin.

15. Toutefois, cette évolution encourageante ne doit pas engendrer un optimisme béat; elle doit au contraire susciter des efforts plus intenses en vue de donner aux pays en voie de développement la possibilité de réaliser une croissance plus rapide grâce à leurs propres moyens auxquels viendrait s'ajouter l'assistance extérieure. L'expérience acquise durant les 20 dernières années, au cours desquelles les problèmes de développement ont suscité un intérêt sans précédent dans tous les pays, devrait permettre de s'y atteler avec plus d'efficacité. La Norvège, qui n'avait par le passé que peu de contacts avec les pays de l'hémisphère sud, est résolue à s'efforcer pour sa part d'empêcher que ne se réalise la perspective effrayante d'un fossé de plus en plus large entre le Nord et le Sud. En vue d'assurer une efficacité et une qualité optimales, le Gouvernement norvégien a entrepris un examen détaillé des réalisations de la Norvège dans le domaine de l'aide publique au développement; il s'efforce également de tirer parti de l'expérience acquise par les organisations privées qui travaillent dans les pays en voie de développement. Un effort analogue devrait peut-être être fait pour améliorer l'assistance bilatérale et multilatérale; en effet, comme l'a indiqué le premier rapport du Comité de la planification du développement^{2/}, on a tendance à l'heure actuelle à trop insister sur les plans de

^{2/} Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Supplément No 14.

développement théoriques et pas assez sur leur mise en œuvre.

16. On s'accorde à reconnaître que, telle qu'elle est actuellement conçue, l'assistance au développement ne saurait résoudre tous les problèmes qu'il pose. M. Hambro se bornera à examiner deux des nombreuses difficultés qu'il faut aplanir pour que les pays en voie de développement atteignent un niveau de vie satisfaisant: la croissance démographique au regard de la production alimentaire et les problèmes commerciaux.

17. Même si des ressources considérables étaient transférées vers les pays en voie de développement, on voit difficilement comment leur niveau de vie pourrait enregistrer une augmentation raisonnable à défaut d'une étude sérieuse de l'évolution démographique en cours. La délégation norvégienne appuie par conséquent les études et recherches démographiques entreprises par l'Organisation des Nations Unies. Elle estime que les résultats de ces travaux devraient connaître la plus large diffusion et que tous les gouvernements désireux de lancer des programmes d'action devraient être à même d'obtenir, sur leur demande, l'assistance de l'ONU et des institutions spécialisées. Il convient toutefois de souligner que toute tentative pour limiter la croissance démographique ne pourra porter fruit qu'à la génération prochaine et qu'elle ne diminue en rien la nécessité d'une rapide expansion de la production alimentaire. Qui plus est, le problème démographique doit être abordé d'un point de vue humanitaire aussi bien qu'économique et il importe de se souvenir que le but de tout développement est le bien-être de l'humanité.

18. Les activités de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ont attiré l'attention sur la situation commerciale des pays en voie de développement et bien que peu de réalisations concrètes aient été enregistrées, on constate à l'heure actuelle que les pays développés et les pays en voie de développement commencent à s'entendre. Il s'agit là certes d'un succès non négligeable eu égard à l'existence relativement brève de l'UNCTAD. Les institutions spécialisées, d'autres organismes internationaux et des gouvernements, à titre individuel, ont également pris d'heureuses initiatives.

19. M. Hambro rappelle à ce propos quelques-unes des mesures et politiques adoptées par son gouvernement; il y a là un exemple des efforts déployés dans ce domaine par les petites nations. Premièrement, le Gouvernement norvégien a proposé au Parlement de supprimer, à compter du 1^{er} janvier 1967, tous les droits de douane sur les produits primaires offrant un intérêt pour les pays en voie de développement. Au cours des négociations dites "Kennedy round", la Norvège s'est déclarée disposée à accorder, sans clause de réciprocité, des réductions tarifaires supérieures à la moyenne pour les produits en provenance des pays en voie de développement. Deuxièmement, la Norvège, à l'instar des autres signataires de l'Accord international sur le café, s'est récemment déclarée disposée à réglementer les importations de café en provenance de pays non parties à l'Accord. Elle est également prête à fournir un nouvel effort constructif pour parvenir à un accord

sur le cacao, accord auquel elle attache une grande importance en tant que modèle des futures ententes relatives aux produits de base, et elle espère que des concessions seront faites pour éliminer les difficultés qui subsistent encore. La Norvège est disposée à participer aux arrangements visant à assurer des prix stables et rémunérateurs pour les produits primaires, à condition que de tels arrangements ne conduisent pas à la surproduction. Troisièmement, le Gouvernement norvégien, comme beaucoup d'autres, accorde une garantie spéciale aux crédits et aux investissements dont bénéficient les pays en voie de développement. Il figure également parmi les signataires de la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats, préparée par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, et il espère que cette convention constituera un moyen efficace d'accélérer le courant des capitaux privés vers les pays en voie de développement à des conditions économiques rentables.

20. Les mécanismes des Nations Unies dans le domaine économique ont connu une expansion considérable au cours des dernières années. La Norvège se félicite de la création de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel qui donnera à l'industrialisation la place qu'elle mérite. La mise à la disposition du Programme des Nations Unies pour le développement de moyens lui permettant de jouer un rôle plus important dans l'assistance au développement constituerait également une mesure à la fois économiquement viable et de nature à rehausser le prestige de l'Organisation des Nations Unies tout entière. L'expérience acquise par le PNUD et la confiance dont il bénéficie devraient permettre de mieux équilibrer l'assistance bilatérale et multilatérale. Il est toutefois décourageant de constater que la part des contributions publiques aux institutions multilatérales dans le total des sorties nettes de capitaux à long terme destinées aux pays en voie de développement est tombée de 10 p. 100 en 1961 à 5 p. 100 en 1964. Les Nations Unies doivent s'attacher désormais à renforcer les mécanismes existants et à faire de l'ONUDI un organisme efficace plutôt qu'à créer de nouvelles institutions.

21. Le Conseil économique et social, déjà revivifié, devrait gagner en prestige en devenant l'organe principal des Nations Unies dans la lutte efficace contre l'écart entre le Nord et le Sud. Il est de bon augure qu'il s'intéresse déjà à la planification de la période qui suivra la présente Décennie pour le développement.

M. Bolko (République socialiste soviétique d'Ukraine), vice-président, prend la présidence.

22. M. FIEDLER (Autriche) déclare que la réduction du courant des capitaux étrangers mis à la disposition des pays en voie de développement, question à laquelle le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales a consacré une part importante de sa déclaration (1023^eme séance), est devenue l'un des principaux sujets de discussion sur le plan international. Sans vouloir en examiner les causes éventuelles, il désire indiquer quelques-unes des mesures prises par son pays, mesures qui s'écartent de la tendance générale.

23. L'Autriche s'est maintes fois déclarée disposée à contribuer, dans la mesure de ses possibilités, au

financement du développement et elle a annoncé qu'elle augmenterait de près de 50 p. 100, sous réserve de l'approbation de son parlement, la contribution qu'elle verse au PNUD. Elle a ratifié la création de la Banque asiatique de développement, accordant à cet organisme une contribution substantielle, et s'est engagée à verser près de 1,4 million de dollars pour la période d'activités actuelle du Programme alimentaire mondial, soit une somme trois fois plus élevée que ses contributions antérieures. Les ressources financières que l'Autriche a mises à la disposition des pays en voie de développement et des institutions financières internationales sont passées de 22 millions de dollars en 1964, à 48 millions de dollars en 1965, et elle a relevé sa quote-part au Fonds monétaire international de 75 millions de dollars à 175 millions de dollars. Ces faits démontrent que l'Autriche coopère sans réserve à la réalisation des objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement.

24. Malheureusement, les résultats de la Décennie restent encore bien en deçà de ses modestes objectifs et il incombe aux pays industrialisés comme aux pays en voie de développement de redoubler d'efforts. Néanmoins, la Décennie a vu se créer de nouveaux organismes efficaces, en particulier l'UNCTAD, le PNUD et l'ONUDI. En ce qui concerne le commerce et le développement, de vagues notions ont cédé le pas, en l'espace de deux ou trois ans, à la mise au point et à l'application de mesures pratiques. L'UNCTAD constitue un cadre institutionnel solide, et on établit actuellement un cadre analogue pour l'industrialisation.

25. L'Autriche a également pris des mesures en vue de faciliter les exportations des pays en voie de développement, et l'on peut s'attendre qu'elle fasse davantage encore dans un proche avenir. Elle espère sincèrement voir se conclure un accord sur le cacao, à des conditions satisfaisantes à la fois pour les producteurs et les consommateurs, avant la deuxième session de la Conférence sur le commerce et le développement. Un tel accord constitue une nécessité politique aussi bien qu'économique. Si l'on veut qu'elle produise des résultats pratiques, cette deuxième session de la Conférence devra concentrer ses efforts sur un nombre limité de questions importantes. L'Autriche s'engage à collaborer sans réserve aux travaux de la Conférence, qui détermineront le rythme futur d'activité de la Commission.

26. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel est une autre institution nouvelle d'importance. L'Autriche a appuyé la résolution 2089 (XX) de l'Assemblée générale portant création de l'ONUDI et votera pour le projet de résolution pertinent rédigé par le Comité spécial concernant l'ONUDI (A/6229, par. 11). Elle s'efforcera par tous les moyens d'assurer le succès de cette nouvelle organisation, à laquelle elle est prête à accorder une contribution volontaire substantielle. M. Fiedler rappelle que le Ministre des affaires étrangères d'Autriche a déclaré devant l'Assemblée générale (1430ème séance plénière) que son gouvernement a décidé de proposer Vienne comme siège éventuel de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, à condition que la majorité des Etats Membres souhaitent

en établir le secrétariat permanent en dehors du Siège de l'Organisation des Nations Unies. La délégation autrichienne apprécie à leur juste valeur les offres déjà soumises par l'Inde, le Kenya et le Pérou et espère que la Deuxième Commission étudiera chacune des solutions possibles en fonction de ses avantages respectifs.

27. La délégation autrichienne formulera ultérieurement des observations au sujet des autres questions.

28. M. UKEGBU (Nigéria) déclare qu'un des traits marquants de la décennie actuelle est que les pays développés comme les pays en voie de développement sont de plus en plus conscients de la nécessité d'élaborer une doctrine capable de stimuler la coopération économique internationale et de s'attaquer aux problèmes qu'elle pose. Cette nouvelle doctrine s'est traduite par la résolution 1710 (XVI) sur la Décennie des Nations Unies pour le développement, par la recommandation A.IV.2 "Croissance et aide" de l'UNCTAD^{3/} et, plus récemment, par la résolution 2089 (XX) portant création de l'ONUDI.

29. Cependant, la préoccupation universelle qu'inspire la nécessité d'élever le niveau de vie des pays en voie de développement et la volonté de les aider à atteindre un taux de croissance annuel minimum de 5 p. 100 d'ici à 1970 n'ont pas abouti à une politique ou à des mesures positives, et l'écart qui sépare les pays développés des pays en voie de développement s'est en fait encore accentué. Si l'on veut empêcher que la situation ne s'aggrave, l'Organisation des Nations Unies devra porter son attention sur des secteurs appelant des mesures d'urgence et où l'on pourrait obtenir assez rapidement des résultats positifs.

30. Le principal facteur à l'origine de cet état de choses est le ralentissement du courant d'assistance en provenance des pays développés. La délégation nigérienne est consciente du fait que certains des principaux pays fournisseurs d'assistance sont aux prises avec des difficultés de balance des paiements; elle espère toutefois qu'on parviendra à trouver un moyen pour résoudre ce que le Secrétaire général a appelé la "crise de l'assistance internationale". C'est cette situation qui a amené le Conseil, dans sa résolution 1183 (XLI), à prier instamment les pays développés d'atteindre et, si possible, de dépasser avant la fin de la Décennie des Nations Unies pour le développement l'objectif de 1 p. 100 de leur revenu national fixé pour la fourniture de ressources extérieures aux pays en voie de développement.

31. Il est regrettable que ces derniers soient également mécontents de la mise en œuvre des recommandations de l'UNCTAD. Le fait que, d'une part, la Conférence des Nations Unies sur le cacao n'ait pu parvenir à un accord et que, d'autre part, le volume des exportations des pays en voie de développement soit toujours soumis à des restrictions témoigne nettement que la volonté politique de mettre les recommandations en pratique fait défaut.

32. Néanmoins, l'UNCTAD compte un certain nombre de réalisations à son actif: la Convention de l'Organi-

^{3/} Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement*, vol. I: *Acte final et rapport* (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

sation des Nations Unies sur le commerce de transit des pays sans littoral, le troisième Accord international sur l'étain et un certain nombre d'accords commerciaux. La Nigéria espère que d'autres pays développés imiteront l'exemple de l'Australie en supprimant les droits de douane pour un grand nombre de produits d'artisanat en provenance des pays en voie de développement et que les principaux pays consommateurs de cacao ne tarderont pas à reprendre les négociations sur la base de l'accord limité auquel la Conférence des Nations Unies sur le cacao est parvenue. L'UNCTAD risque toutefois de voir son efficacité diminuer si elle entreprend trop de plans ambitieux en même temps, car les intéressés ne peuvent pas travailler à beaucoup de projets à la fois. L'UNCTAD devrait donc limiter ses efforts aux domaines dans lesquels elle peut vraiment progresser, tels que les accords financiers et les questions d'intérêt fondamental pour les pays en voie de développement.

33. Lorsque l'Assemblée a décidé de créer l'ONUDI, elle a du même coup reconnu l'importance du développement industriel dans l'accélération du progrès économique et social des pays en voie de développement. On ne peut guère s'attendre que ces pays accroissent leurs échanges mutuels de produits manufacturés et d'articles semi-finis s'ils n'ont quasiment aucune industrie ou si les rares industries dont ils disposent sont incapables de concurrencer celles des pays développés. Pour que l'UNCTAD et l'ONUDI réussissent à créer des industries d'exportation dans les pays en voie de développement, il faudra que l'assistance au développement industriel comprenne des projets destinés à améliorer la qualité des produits et à assurer l'accès aux marchés sur une base concurrentielle.

34. On a dit non sans raison que certains pays en voie de développement n'ont pas encore adopté les vastes mesures de réforme économique et sociale qui sont la condition indispensable d'un développement économique rapide. Néanmoins, les pays en voie de développement, dans leur ensemble, sont en train de réaliser un effort considérable d'auto-assistance: leur épargne nationale, par exemple, augmente de près de 6 p. 100 par an; en 1964, elle représentait près de 14 p. 100 de leur produit intérieur brut. Nombre de ces pays ont réussi à augmenter leur production énergétique, à développer leurs moyens de transport, à améliorer leur infrastructure dans le domaine scientifique et dans celui de l'enseignement, et à procéder à des réformes sociales. On ne peut toutefois attendre d'eux qu'ils connaissent une croissance économique rapide tout en assumant la lourde charge du service de leur dette, à moins qu'ils ne bénéficient d'une aide technique et financière de l'extérieur.

35. Une grande partie de cette assistance est disponible par l'intermédiaire du Programme des Nations Unies pour le développement. Le Programme cherche sans cesse de nouveaux moyens d'améliorer l'assis-

tance aux pays en voie de développement; la délégation nigérienne espère que les Etats Membres continueront, par leur appui généraux, de permettre au PNUD de mobiliser des ressources pour améliorer la condition de l'humanité.

36. La Nigéria se félicite des excellents projets que le Directeur général de l'Institut de formation et de recherche des Nations Unies a proposés; il y a lieu d'espérer que l'appel lancé par le Secrétaire général pour augmenter les ressources de l'Institut sera entendu.

37. La position du Gouvernement nigérien au sujet de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles est que l'exploitation de ces ressources est une entreprise commune dans laquelle il convient de sauvegarder tant les intérêts des investisseurs que ceux des pays bénéficiaires. Le Gouvernement nigérien estime que l'exercice de la souveraineté d'une nation sur ses ressources naturelles devrait, en principe, ne pas être sujet à discussion, pour autant qu'il n'aille pas à l'encontre des principes reconnus d'équité et de conduite internationale, et que cette souveraineté implique le droit de modifier ou de révoquer les accords existants sur l'exploitation des ressources. C'est pour cette raison qu'il reconnaît également le principe de juste indemnisation dans le cas de nationalisation ou d'expropriation.

38. L'économie de la Nigéria est du type de l'entreprise mixte: les investisseurs étrangers privés contribuent au développement économique et social aux côtés des sociétés nationales publiques et d'autres institutions. La Nigéria n'a pas cessé d'encourager les investissements étrangers et est partie à la Convention pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre Etats et ressortissants d'autres Etats. L'assistance extérieure continuera d'être la bienvenue pour la mise en œuvre du plan national de développement pour la période 1962-1968 et du plan suivant dont la teneur et l'efficacité seront améliorées à la lumière de l'expérience acquise avec le plan actuel; d'autre part, les efforts visant à mobiliser les ressources intérieures pour le développement seront poursuivis.

39. L'incertitude du marché international des produits de base contrarie sérieusement les efforts déployés par les pays en voie de développement pour obtenir les devises étrangères nécessaires à leur développement; ces pays souhaiteraient donc que les pays développés essaient sincèrement de coopérer avec eux en négociant des accords internationaux de stabilisation portant sur des produits primaires tels que le cacao.

40. En conclusion, M. Ukegbu exprime la reconnaissance de la Nigéria pour l'assistance généreuse qu'elle a reçue de nombreux Etats Membres au cours de l'année précédente.

La séance est levée à 12 h 15.

